



**ASSOCIATION LEIA**  
**Immeuble Logirem Paese Novu Bât R1**  
**Route Royale**  
**20600 BASTIA**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE**  
**AUX COMPTES**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

# **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2023**

A l'organe délibérant,

## **I. OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 3 mai 2023, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LEIA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la l'association LEIA à la fin de cet exercice.

## **II. FONDEMENT DE L'OPINION**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### **III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

### **V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association LEIA à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association LEIA ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association LEIA.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport en en fait partie intégrante.

Fait à Nice, le 3 juin 2024

FIDUCIAIRE ILE DE FRANCE  
MEDITERRANEE AUDIT  
Commissaire aux comptes inscrit à la  
compagnie d'Aix-en-Provence



Jean-Luc WILLIGENS  
Mandataire social et responsable technique

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX**  
**COMPTES SUR LES CONVENTIONS**  
**REGLEMENTEES**

# **RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le  
31 décembre 2023**

A l'organe délibérant,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

**CONVENTIONS APPROUVEES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS DONT  
L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE**

En application des dispositions de l'article R. 314-59 du code de l'action sociale et des familles, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'organe délibérant au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

**CONVENTION N°1 :**

Personne

Concernée : Madame Michèle BELLONE

Nature et objet : Convention de mise à disposition à l'association ADUNITI

Modalités : La convention est conclue pour la période du 16/05/2019 au 16/05/2024. Dans le cadre de cette convention, il a été facturé la somme de 73 032,06 euros charges comprises.

**CONVENTION N°2 :**

Personne

Concernée : Monsieur Nicolas GAMBOTTI

Nature et objet : Convention de mise à disposition à l'association ADUNITI

Modalités : La convention est conclue pour la période du 16/05/2019 au 16/05/2024. Dans le cadre de cette convention, il a été facturé la somme de 43 052,10 euros charges comprises.

**CONVENTION N°3 :**

Personne

Concernée : Madame Camille GIORGI

Nature et objet : Convention de mise à disposition à l'association ADUNITI

Modalités : La convention est conclue pour la période du 01/04/2022 au 30/09/2023. Dans le cadre de cette convention, il a été facturé la somme de 890,09 euros charges comprises.

#### **CONVENTION N°4 :**

Personne

Concernée :

Madame Michèle BELLONE, Monsieur Nicolas GAMBOTTI et Madame Camille GIORGI

Nature et objet :

Refacturation à l'association ADUNITI de la Taxe sur les salaires

Modalités :

Dans le cadre des conventions de mise à disposition, il a été facturé à l'association ADUNITI, la somme de 4 559,02 euros, au titre de la Taxe sur les salaires.

#### **CONVENTION N°5 :**

Personne

Concernée :

Association ADUNITI

Nature et objet :

Facturation diverses

Modalités :

L'association LEIA a facturé à l'association ADUNITI divers frais pour un total de 3 186,00 euros.

#### **CONVENTION N°6 :**

Personne

Concernée :

Association ADUNITI

Nature et objet :

Créance

Modalités :

A la clôture de l'exercice, la créance de l'association ADUNITI s'élève à 18 744,78 euros.

#### **CONVENTION N°7 :**

Personne

Concernée :

Madame Michèle BELLONE

Nature et objet :

Rémunération

Modalités :

Au cours de l'exercice, Madame Michèle BELLONE, a perçu une rémunération brute de 73 373,85 euros, pour ses fonctions de Directrice.



**CONVENTION N°8 :**

Personne

Concernée :

Monsieur Nicolas GAMBOTTI

Nature et objet :

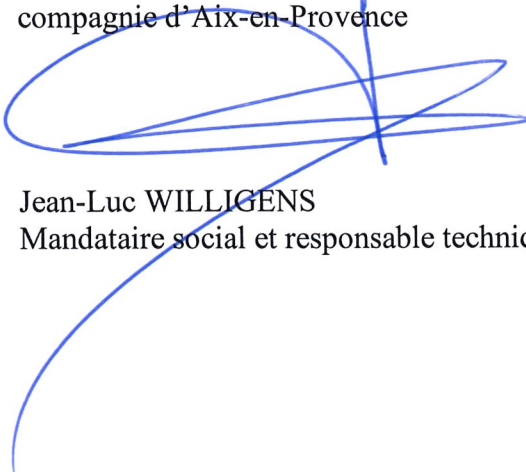
Rémunération

Modalités :

Au cours de l'exercice, Monsieur Nicolas GAMBOTTI, a perçu une rémunération brute de 55 838,71 euros, pour ses fonctions de Chef de Service. A compter du 01/02/2024, Monsieur Nicolas GAMBOTTI devient Directeur, en remplacement de Madame Michèle BELLONE.

Fait à Nice, le 3 juin 2024

FIDUCIAIRE ILE DE FRANCE  
MEDITERRANEE AUDIT  
Commissaire aux comptes inscrit à la  
compagnie d'Aix-en-Provence



Jean-Luc WILLIGENS  
Mandataire social et responsable technique

**BILAN ET COMPTE DE RESULTAT**  
**AU 31 DECEMBRE 2023**

# Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	5 327	4 461	865	1 283
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF IMMOBILISE	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	147 119	72 418	74 701	90 812
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	500		500	500
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
ACTIF IMMOBILISE	Prêts				
	Autres immobilisations financières	2 428		2 428	3 913
	<b>TOTAL ( I )</b>	<b>155 373</b>	<b>76 879</b>	<b>78 494</b>	<b>96 508</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>				
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances usagers et comptes rattachés				1 244
	Autres créances	109 495		109 495	24 430
ACTIF CIRCULANT	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>				
	<b>DISPONIBILITES</b>	62 873		62 873	137 449
	Charges constatées d'avance	3 775		3 775	1 913
	<b>TOTAL ( II )</b>	<b>176 144</b>		<b>176 144</b>	<b>165 036</b>
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler ( III )				
	Primes de remboursement des obligations ( IV )				
	Ecart de conversion actif ( V )				
	<b>TOTAL ACTIF ( I à VI )</b>	<b>331 517</b>	<b>76 879</b>	<b>254 638</b>	<b>261 544</b>
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an			2 428	3 913
	(3) dont à plus d'un an				
	ENGAGEMENTS RECUS				
	Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents				- autorisés par l'organisme de tutelle
	Dons en nature restant à vendre				

# Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
Fonds associatifs	<b>Fonds propres</b>		
	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves	172 284	172 284
	Report à nouveau	(223 252)	(332 624)
	<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>16 828</b>	<b>(40 629)</b>
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>(34 140)</b>	<b>(200 969)</b>
	<b>Autres fonds associatifs</b>		
	Fonds associatifs avec droit de reprise - Apports - Legs et donations - Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs	(85 923)	64 078
	Droits des propriétaires		
	Ecart de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds associatifs</b>	<b>(85 923)</b>	<b>64 078</b>
	<b>Total des fonds associatifs</b>	<b>(120 063)</b>	<b>(136 891)</b>
Provisions	Provisions pour risques Provisions pour charges	82 869	80 864
	<b>Total des provisions</b>	<b>82 869</b>	<b>80 864</b>
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement Sur dons manuels affectés Sur legs et donations affectés	7 654	17 812
	<b>Total des fonds dédiés</b>	<b>7 654</b>	<b>17 812</b>
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	38 468	50 592
	Emprunts et dettes financières divers	37	50
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 665	11 878
	Dettes fiscales et sociales	219 469	229 180
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	6 538	8 059
	Produits constatés d'avance		
	<b>Total des dettes</b>	<b>284 178</b>	<b>299 759</b>
	Ecart de conversion passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>254 638</b>	<b>261 544</b>
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		16 828,09	(40 629,24)
(1) Dont à moins d'un an		284 178	299 759
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
ENGAGEMENTS DONNES			

# Compte de Résultat

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services	165 235	179 707
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	94 752	104 722
	Dons		16 000
	Cotisations	50	90
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	69	33
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	21 886	38 260
	Autres produits	810 000	756 970
	<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>1 091 992</b>	<b>1 095 782</b>
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	190 338	192 761
	Impôts, taxes et versements assimilés	46 003	40 889
	Rémunération du personnel	595 550	640 642
	Charges sociales	226 245	237 199
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	20 024	19 174
	Dotation aux provisions	2 005	
	Autres charges	19	87
	<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>1 080 184</b>	<b>1 130 752</b>
	<b>1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER</b>	<b>11 808</b>	<b>(34 970)</b>
Produits financiers Charges financières	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	1 035	896
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières	621	788
	<b>2 - RESULTAT FINANCIER</b>	<b>415</b>	<b>108</b>
	<b>3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT ( 1 + 2 )</b>	<b>12 223</b>	<b>(34 862)</b>
	Produits exceptionnels	427	785
	Charges exceptionnelles	5 980	422
	<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>(5 552)</b>	<b>363</b>
	Impôts sur les sociétés et Participation des salariés		
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	17 812	11 682
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	7 654	17 812
	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>1 111 267</b>	<b>1 109 146</b>
	<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>1 094 439</b>	<b>1 149 775</b>
	<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>	<b>16 828</b>	<b>(40 629)</b>
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	<b>PRODUITS</b>		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	<b>CHARGES</b>		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole		

## **ANNEXE DES COMPTES ANNUELS**

Par un dépôt des statuts en Préfecture de Haute Corse, en date du 23 février 1999, l'**Association LIEN ECOUTE INITIAVE ACCOMPAGNEMENT (LEIA)** a été constituée (récépissé de Déclaration de Création N° 02B1004010).

Par arrêté N°604, en date du 22 avril 1999, le Département de Haute Corse, arrête :

-Article 1 : il est prononcé l'habilitation de l'association « LIEN ECOUTE INITIAVE ACCOMPAGNEMENT » (LEIA) gestionnaire de clubs de prévention.

-Article 2 : l'association « LEIA » réalise, dans le cadre de cette habilitation, des actions de prévention spécialisée à destination des jeunes et des familles en difficulté conformément au contrat d'objectifs à conclure avec l'association.

Conformément à l'article L.4421-1 du Code Général des Collectivités territoriales, la collectivité de Corse constitue, à compter du 1 janvier 2018, une collectivité à statut particulier au sens de l'article 72 de la Constitution en lieu et place de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse du Sud et de Haute Corse.

En conséquence, l'habilitation conclue avec le département de Haute Corse est transféré de fait à la Collectivité de Corse, à compter du 1 janvier 2018.

**Par arrêté n°2023-14284 en date du 13/10/2023, la Collectivité de Corse a accordé le renouvellement de l'autorisation de fonctionnement du service de prévention spécialisé géré par l'Association LEIA, pour une durée de 15 ans.**

**L'objet de l'association est :**

La prévention spécialisée est inscrite dans le cadre de l'Aide Sociale à l'Enfance du CASF, Article L.121-2 :

« Dans les ZUS et dans les lieux où se manifestent des risques de \_inadaptation sociale, le Département participe aux actions visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles&.

2° Actions dites de Prévention Spécialisée auprès des jeunes en difficultés ou en rupture avec le milieu ».

Alinéa 1 :

La promotion d'actions sociales et éducatives propres à la prévention spécialisée, la réalisation d'études et de recherches dans ce domaine. Ceci se fera dans le cadre des orientations définies avec la Collectivité de Corse.

Alinéa 2 :

La mise en place d'actions dans le cadre d'autres Politiques Publiques, notamment en matière de Cohésion sociale, afin de répondre aux nouveaux besoins émergents des publics rencontrés.

Alinéa 3 :

L'association LEIA garantit la liberté de conscience, et le respect du principe de non-discrimination pour chacun de ses membres.

Alinéa 4 :

L'association LEIA garantit l'égal accès des hommes et des femmes aux instances dirigeantes.

Alinéa 5 :

L'association LEIA donne la possibilité aux jeunes (16-18 ans) désirant s'investir de participer aux instances dirigeantes.

Alinéa 6 :

L'association LEIA peut prêter en numéraire et par la mise à disposition de moyens à des associations ayant le même objet social.

**Le périmètre de l'activité se définit par les missions confiées aux Clubs de Prévention :**

- Présence sociale des éducateurs sur les territoires (Travail de Rue).
- Accompagnement social et éducatif des jeunes afin d'éviter la marginalisation et la délinquance.
- Médiation Sociale
- Suivis Psychologique des jeunes et leur famille.
- Actions collectives, afin de faciliter l'insertion et la cohésion sociale.
- Partenariat avec les institutions, services sociaux, Education National,
- Protection judiciaire de la jeunesse
- Prévention de la radicalisation.

Les territoires d'intervention de l'Association LEIA, sont :

- Bastia Agglomération
- Plaine orientale
- Balagne

**Au 31 décembre 2023, les moyens humains, et immobiliers de l'Association sont :**

- Moyens immobiliers

L'association dispose en location d'un local pour chacun des trois territoires.

- Moyens humains

LEIA emploie 16.75 salariés ETP au 31/12/2023 :

- Une directrice, 0.60 ETP mis à disposition à l'association ADUNITI.
- Un Chef de Service, 0.40 ETP mis à disposition à l'association ADUNITI.  
Ces mises à disposition s'élèvent à un total de 121 533 euros.
- Une Psychologue (0,75 ETP)
- Une secrétaire
- Un comptable
- Dix éducateurs
- Deux Adultes Relais

L'association ADUNITI a émis le souhait de transférer son autorisation du dispositif MNA (Arrêté du 30/04/2019 et 06/04/2021) pour son établissement du CISMONTÉ de la Haute Corse à l'association LEIA.

Le conseil d'administration de LEIA du 05/06/2023 a approuvé cette demande de transfert (ADUNITI-CISMONTÉ/LEIA et ADUNITI-PUMONTÉ/FALEP) auprès de la Collectivité de Corse. Pour se conformer aux instructions de la Collectivité de Corse qui préconise qu'il s'agit d'une demande de cession de LEIA à son profit, le dossier est en cours de constitution.



- Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 254 638 E.
- Le résultat net comptable est un déficit de 16 828 E.
- Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants.

## **EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

## **PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES**

### **METHODE GENERALE**

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS.

## PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### **Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés dans le coût d'acquisition de ces immobilisations.

L'association a mis en œuvre la comptabilisation des immobilisations par composants.

### **Amortissement et dépréciation de l'actif :**

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Agencements, aménagements	de 06 à 20 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

### **Créances :**

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

**Provisions pour risques et charges :**

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

**Indemnités de fin de carrière :**

L'association a décidé de provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

**Contributions volontaires :**

Les contributions volontaires n'ayant pas été considérées comme significatives, elles ne font pas l'objet d'une information dans l'annexe

## NOTES SUR LE BILAN ACTIF

### *Immobilisations*

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	5 327			5327
Immobilisations corporelles	145 843	3659	2383	147118
Immobilisations financières	4 413		1485	2928
<b>TOTAL</b>	<b>155 584</b>	<b>3659</b>	<b>3868</b>	<b>155376</b>

### *Amortissements*

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	4044	417		4461
<b>TOTAL I</b>	<b>4044</b>	<b>417</b>		<b>4461</b>
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels	1426	468		1894
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	27859	9763		37622
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	25747	9540	2384	32903
Emballage récupérables et divers				
<b>TOTAL II</b>	<b>55032</b>	<b>19770</b>	<b>2384</b>	<b>72419</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>59076</b>	<b>20187</b>	<b>2384</b>	<b>76879</b>

### *Etat des créances et charges constatées d'avance*

<b>Créances</b>	<b>Montant brut</b>	<b>Echéances jusqu'à 1 an</b>	<b>Echéances à plus d'un an</b>
<b>Créances de l'actif immobilisé:</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
<b>Créances de l'actif circulant:</b>			
Créances usagers			
Autres créances	109 495	109 495	
<b>Charges constatées d'avance</b>	3 775	3 775	
<b>TOTAL</b>	<b>113 270</b>	<b>113 270</b>	

### *Etat des produits à recevoir*

<b>Produits à recevoir</b>	<b>Montant</b>
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	83 851
Autres produits à recevoir	25 604
<b>TOTAL</b>	<b>109 455</b>

## NOTES SUR LE BILAN PASSIF

### Fonds associatifs

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Réserves	172 284				172 284
Report à nouveau	-268 546			-40 629	-45 783
Excédent ou déficit de l'exercice	-40 629	40 629	16 828		16 828
<b>Situation nette</b>	<b>-136 891</b>	<b>40 629</b>	<b>16 828</b>	<b>- 40 629</b>	<b>-120 063</b>

### Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL (I)</b>				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires	80 864	2 005		82 869
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
<b>TOTAL (II)</b>	<b>80 864</b>	<b>2 005</b>		<b>82 869</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II)</b>	<b>80 864</b>	<b>2 005</b>		<b>82 869</b>
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation	80 864	2 005		82 869
- financières				
- exceptionnelles				

### Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit	38 468	12 295	26 173	
Dettes financières diverses	37	37		
Fournisseurs	19 665	19 665		
Dettes fiscales et sociales	219 469	219 469		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	6 538	6 538		
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>284 177</b>	<b>258 004</b>	<b>26 173</b>	

### Analyse des fonds dédiés

ACTIONS	FDS 2022	MONTANTS SUB 2023					SUB 2023	SUB TOTALES 2023+FDS 2022	DEPENSES 2023	FDS DEDIES 2024
		CAB	PREF	BAILLEURS	CAF	MAIRIES				
<b>BASTIA</b>										
<b>Baillleurs</b>										
LOGIREM				2000			2000	2000	2 003,34	0,00
OPH2C (pas d'arrêté)				2000			2000	2000	2 004,45	0,00
<b>Contrat de Ville</b>										
CHANTIERS BOURSES BASTIA	1272,15	1000	1500				2500	3772,15	3 773,22	0,00
DECLIC		1000	1000			1000	3000	3000	3 001,79	0,00
CAMPA INSEME		3000	3000			3000	9000	9000	9 005,99	0,00
Médiation par la Sport - DIALLO	6950,4	2000	7000			5000	14000	20950,4	21 647,48	0,00
MOVITI BASTIA	3130,82						0	3130,82	3 133,76	0,00
<b>BALAGNE</b>										
CAF / SDJES	3974,24		1000		2000		3000	6974,24	7 040,13	0,00
MAIRIE ILE ROUSSE	1484,42					2000	2000	3484,42	2 456,10	1 028,32
<b>FIPDR</b>										
BALAGNE CH JARDINS COLLECTIFS	1000						0	1000	1 002,23	0,00
BALAGNE CH BENEVOLES			4000				4000	4000	4 013,17	0,00
BALAGNE CH BOURSES / AIDE INSERTION			4000				4000	4000	4 003,68	0,00
<b>PLAINE</b>										
CEL PLAINE (pas d'arrêté)						3416,33	3416,33	3416,33	3 524,50	0,00
<b>FIPDR</b>										
PLAINE CH BOURSES COLLECTIFS			5000				5000	5000	5 004,86	0,00
PLAINE CH BENEVOLES			4750				4750	4750	4 752,58	0,00
PLAINE CH INSEME VIVRE ENSEMBLE							0	0	0,00	0,00
MAIRIE VESCOVATO						1000	1000	1000		1 000,00
RADICALIATION			7500				7500	7500	1 874,02	5 625,98
<b>TOTAL</b>	<b>17812,03</b>	<b>7000</b>	<b>38750</b>	<b>4000</b>	<b>2000</b>	<b>15416,33</b>	<b>67166,33</b>	<b>84978,36</b>	<b>78 241,30</b>	<b>7 654,30</b>

## NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

### *Concours publics*

Le montant de la dotation globale de la Collectivité de Corse est de : 810 000 euros

### *Subventions d'exploitation*

Nom du subventionneur	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
SUBV CG ACTIONS CO	2000,00	2000,00			
QUARTIERS D'ETE (SPORTEZVSBIE)	2000,00	2000,00	2000,00		
COMMUNE DE VESCOVATO	1000,00	1000,00			
CHANTIERS BOURSES BASTIA	2500,00	2500,00			
BALAGNE CHANTIER BENEVOLES	4000,00	4000,00			
PLAINE CHANTIER BENEVOLE	4750,00	4750,00			
BASTIA CAMPA INSEME	9000,00	9000,00			
AIDE ADULTE RELAIS	45002,22	45002,22			
PLAINE CHANT BOUR 2020 DRFIP	5000,00	5000,00			
BALAGNE CHANT BOUR 2020 DRFIP	4000,00	4000,00			
DECLIC 2021	3000,00	3000,00			
SDJES SUB ATELIERS MUSIQUE BALAGNE	3000,00	3000,00			
RADICALISATION	7500,00	7500,00			
OPH2B	2000,00	2000,00			
<b>TOTAL</b>	<b>94 752,22</b>	<b>94 752,22</b>	<b>2 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>



### Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

	Net
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>18 239</b>
Sur opérations de gestion	427
Produits de cession des éléments d'actif	
Produits sur exercices antérieurs	
Reprises sur provisions et transferts de charges	17 812
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>13 633</b>
Sur opérations de gestion	163
Sur opération en capital	2 000
Dotations aux provisions	7 654
Charges sur exercices antérieurs	3 816
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>4 606</b>

### Comptes de résultat par origine et destination

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N -1	
<b>A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET</b>	<b>TOTAL</b>	dont générosité du public	<b>TOTAL</b>	dont générosité du public
<b><u>DESTINATION</u></b>				
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1 Cotisations sans contrepartie	50		90	
1.2 Dons, legs et mécénat	0		16000	
1.3 Autres produits liés à la générosité du public				
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	69		33	
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie				
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	188 584		181 389	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	904 752		861 692	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS			38 260	
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	17 812		11 682	
<b>TOTAL</b>	<b>1 111 267</b>	<b>0</b>	<b>1 109 146</b>	<b>0</b>
<b>CHARGES PAR DESTINATION</b>				
1 - MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	62 433		81 811	

- Versements à un organisme central				
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central				
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public				
2.2 Frais de recherche d'autres ressources				
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	1 004 328		1 030 978	
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	20 024		19 174	
5 - IMPOT SUR LES BENEFICES				
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	7 654		17 812	
<b>TOTAL</b>	<b>1 094 439</b>	<b>0</b>	<b>1149775</b>	<b>0</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>16 828</b>	<b>0</b>	<b>-40 629</b>	<b>0</b>
<b>B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>				
<b><u>PRODUITS PAR ORIGINE</u></b>				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA				
GENEROSITE DU PUBLIC				
Bénévolat				
Prestations en nature				
Dons en nature				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA				
GENEROSITE DU PUBLIC				
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Prestations en nature				
Dons en nature				
<b>TOTAL</b>	<b>16 828,00</b>	<b>0</b>	<b>-40 629,00</b>	<b>0</b>
<b><u>CHARGES PAR DESTINATION</u></b>				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS				
SOCIALES				
Réalisées en France				
Réalisées à l'étranger				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA				
RECHERCHE DE FONDS				
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU				
FONCTIONNEMENT				
<b>TOTAL</b>	<b>16 828,00</b>	<b>0</b>	<b>-40 629,00</b>	<b>0</b>

*Tableau de détermination du résultat effectif global (résultat budgétaire).*

	<b>Année 2023</b>
<b>Résultat comptable</b>	16 828
<b>Résultat Administratif</b>	<b>16 828</b>

**AUTRES INFORMATIONS**

### *Engagements et sûretés réelles consenties*

**Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :**

- Néant

**Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :**

- Néant

### *Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés*

L'association a retenu la méthode préférentielle ; elle provisionne dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 82 869 E.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- Personnel en CDI
- Date d'entrée, date d'entrée dans la convention.
- Prime = (Prime maximum/nbre d'année pour l'acquérir) X ancienneté acquise X espérance de vie.
- Charges= prime x
- taux de charge

### *Rémunération des cadres dirigeants*

Conformément aux dispositions des articles : L 313-25 du Code de l'Action Sociale et des Familles et L.612-5 du code de commerce, le montant des rémunérations des cadres dirigeants salariés est le suivant pour l'exercice 2023 :

- Madame BELLONE Michèle a perçu une rémunération brute de 73373.85 euros brut pour l'exercice 2023.  
Elle partira à la retraite au 31/01/2024 et sera remplacée à compter du 01/02/2024. Elle percevra une indemnité de départ à la retraite de 36 687 euros bruts provisionnée dans les comptes 2023.
- A compter du 01/02/2024, le Chef de Service M. GAMBOTTI, déjà cadre dirigeant, prendra ses fonctions. Il a perçu une rémunération brute de 55838.71 euros pour l'exercice 2023.

Afin de le remplacer dans sa fonction de Chef de Service, un recrutement en interne a été organisé, Monsieur GUELFUCCI Benjamin a été sélectionné par la Commission de recrutement.

Il a pris ses fonctions le 01/02/2024, au coefficient de 763.2. Pour se conformer aux dispositions de la Convention Collective, il suit une formation CAFERUIS.

### *Effectif ETP*

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	2.75	1
Non cadres	14.00	0
<b>TOTAL</b>	<b>16.75</b>	<b>1</b>

### *Honoraires du commissaire aux comptes*

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 7 200 E.

**ANNEXE AU RAPPORT DU COMMISSAIRE**  
**AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

# **ANNEXE AU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

## **SUR LES COMPTES ANNUELS**

### **Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.